

# RAPPORT INTÉRIMAIRE DU COMITÉ D'ÉTUDE

Voici, en résumé, le rapport daté du 22 décembre et présenté par le Comité d'étude sur les Services Alimentaires. Ce rapport, qui fut transmis à M. Lacoste, fait diverses propositions pour améliorer temporairement le service de la cafétéria.

**PREMIERE PROPOSITION.** Elle concerne la salle à manger des professeurs. On propose d'abord que le service soit modifié pour offrir un

buffet au coût minimum de \$1.30, afin de refaire la clientèle. On propose ensuite d'offrir un service de bière et vin aux professeurs. Enfin on demande que les professeurs soient consultés avant toute modification du service.

**DEUXIEME PROPOSITION.** On signale ici divers facteurs dont on devrait tenir compte dans le travail d'élaboration du menu. En voici quelques-

unes: popularité des plats, saison, valeur nutritive, coûts, qualification de la main-d'oeuvre, variété, etc.

**TROISIEME PROPOSITION.** Celle-ci recommande en somme qu'on tienne compte dans la programmation des plats du jour de leur popularité. Les plats à bas indice de consommation seraient dorénavant exclus du menu. De plus les services alimentaires au-

raient à formuler une nouvelle programmation des plats en tenant compte de la popularité, de la variété, de la quantité et de la valeur nutritive.

**QUATRIEME PROPOSITION.** Il est recommandé que la cafétéria serve trois plats du jour, à des prix différents, chacun donnant droit à une quantité limitée "d'accessoires" tels le pain et le beurre.

**CINQUIEME PROPOSITION.** Cette proposition est à l'effet de permettre aux étudiants de choisir entre trois repas "complets" (jus ou potage, plat du jour, dessert et breuvage) qui, selon le choix, ne coûteraient pas plus de \$0.80 ou \$0.90 ou encore \$1.00. Cette proposition insiste entre autre pour que tous les services alimentaires soient réouverts (salle à manger et cantine à condition que les prix de vente corres-

pondent aux prix de revient.)

**SIXIEME ET SEPTIEME PROPOSITION.** On demande que les différents services soient intégrés sous une seule administration des services alimentaires. La dernière proposition est à l'effet de former un comité tripartite, permanent et autonome, qui serait responsable de l'étude des problèmes relatifs à l'ensemble des services alimentaires du

campus, que ces services soient gérés par l'Université, l'AGEUM ou des concessionnaires.

Il faut rappeler au lecteur que ce rapport ne fait que proposer les solutions décrites, et qu'il revient au Comité conjoint central et surtout à l'administration de l'Université (administrateurs et gouverneurs) de décider de son application.

Robert Tremblay  
et Louis Gendreau

C'EST  
JEAN-JACQUES  
BERTRAND  
AN... AN...

## le Quartier Latin

VOLUME XLIX

MONTREAL, 26 JANVIER 1967

NUMERO 30

QUI  
DIT  
NON... NON...  
NON... NON...  
NON... NON...

À L'UGEQ:

### ON A ASSEZ MIS D'EAU DANS SON VIN

Samedi le 21, une trentaine de représentants des unités de base de la région de Montréal ont endossé les six recommandations du rapport préliminaire (pour 67 seulement) du Comité du Plan d'accessibilité générale à l'éducation et ont élaboré une politique d'action à entreprendre auprès des étudiants et du gouvernement avant le congrès de l'UGEQ.

**L'unanimité sur les six recommandations**

- Les six recommandations:
- 1) poursuite de la politique des institutions associées au niveau secondaire;
  - 2) abolition des frais de scolarité dans les institutions publiques au niveau pré-universitaire et professionnel;
  - 3) diminution de \$100 des frais de scolarité dans les universités à la condition que le gouvernement établisse un système de normalisation des dépenses universitaires, de normalisation des subventions aux universités et qu'il impose une standardisation des méthodes comptables;
  - 4) réduction du maximum de prêt de \$500 à \$350 au niveau pré-universitaire et professionnel avec augmentation proportionnelle des bourses;
  - 5) réduction des maxima de prêt de \$100 au niveau des deux cycles universitaires;
  - 6) modification des normes du régime d'aide aux étudiants en fonction de la contribution des parents, de la contribution de l'étudiant en fonction de son revenu d'été, de son état civil (marié ou célibataire) et de l'état de ses rapports avec ses parents.

Ces six recommandations visent la création d'un réseau public complet au pré-universitaire et professionnel: écoles normales, écoles techniques, et pour

ce qui est des universités, un premier pas dans ce sens. Comme le disait Robert Nelson, la diminution des frais de scolarité au niveau universitaire, comme telle n'est rien si elle ne débouche pas sur la création d'universités publiques. Si le gouvernement accepte la recommandation numéro 3, il accepte alors d'entreprendre l'application d'un certain régime planifié pour toutes les universités du Québec.

De même l'abolition des frais de scolarité dans les institutions publiques au niveau pré-universitaire et professionnel serait, à coup sûr, le moyen d'obtenir du gouvernement qu'il exerce un contrôle sur ces institutions. Dans la pratique, il s'agirait pour le ministre de l'Education de fixer les normes administratives de ces écoles.

Ce serait un premier pas vers un régime planifié, vers la création d'un réseau scolaire public complet, du niveau primaire à l'université.

A partir de cette évidence que les six points du rapport préliminaire forment un bloc dont la portée globale est plus grande que celle de chacune de ses parties, les délégués des unités de base présents ont unanimement endossé les six recommandations.

**L'offensive-mobilisation auprès des étudiants**

Les participants à cette séance de consultation de l'UGEQ ont décidé de prendre tous les moyens possibles pour secouer la masse étudiante dont la participation est nécessaire à la poursuite d'une politique de revendication auprès du gouvernement sur la question de l'accessibilité générale à l'éducation.

Les recommandations du rapport devraient être appliquées dès septembre

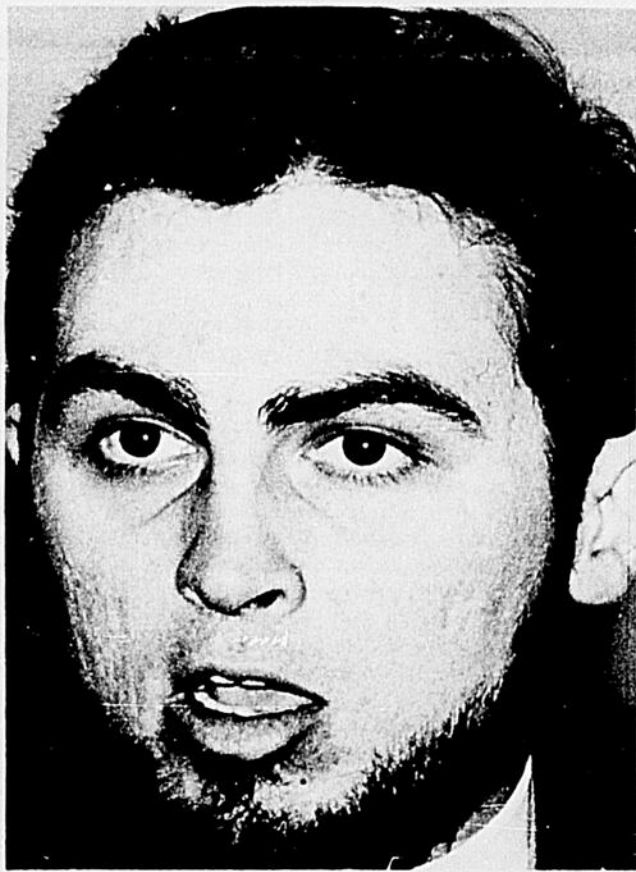


Photo: Serge Proulx

L'UGEQ entend aller jusqu'au bout de ses moyens...

67; il importe que dès maintenant les étudiants de toutes les fédérations prennent conscience de l'importance de leur participation, sinon la gratuité scolaire et la création d'instituts sont remises aux calendes grecques.

"Depuis dix ans, dit Robert Nelson, les étudiants réclament la gratuité scolaire, rien n'a encore été fait dans ce sens. Nous avons mis de l'eau dans notre vin. Nous avons accepté que la gratuité scolaire et la réforme scolaire soient faites par étapes. La première étape était prévue pour septembre 67; il ne faut pas que nous concédions un nouveau délai au gouvernement, cela risquerait de remettre la réforme scolaire à 1977."

Une vaste campagne d'information sera lancée dans toutes les unités de base du Québec. Les pré-

sidents des facultés de l'université de Montréal feront le tour des classes pour informer tous les étudiants. Une pétition circulera à travers toutes les classes du Québec demandant aux étudiants leur appui à une politique de revendication auprès du gouvernement pour la réforme scolaire. Cette pétition sera présentée au ministre de l'Education lundi le 6 février.

Si cette mesure ne suffit pas, les étudiants seront de nouveau consultés sur les possibilités d'une marche sur Québec. Cette marche sera décidée définitivement lors du congrès de l'UGEQ, en février.

Si les étudiants acceptent de revendiquer pour la réforme scolaire, l'UGEQ entend aller jusqu'au bout de ses moyens.

Pauline Gagnon

Dimanche le 22, le comité de coordination de l'UGEQ, groupant des représentants de toutes les fédérations étudiantes du Québec, a décrété l'état d'urgence des finances de l'Union. Les différentes fédérations, par l'intermédiaire de leurs délégués, ont accepté à l'unanimité de lancer une campagne de souscription auprès des étudiants de leurs associations.

**L'opération-renflouage**

Cette opération-renflou-

ge sera coordonnée par un comité ad hoc de l'UGEQ sous la direction de Jean-Louis Millaire. L'initiative sera laissée cependant aux diverses fédérations membres de l'UGEQ.

L'AGEL, sans s'opposer au principe de la souscription, s'est toutefois abstenue lors du vote sur la question, remettant à plus tard toute décision sur le sujet.

Les représentants de l'AGEUM pour leur part entendaient présenter le projet de souscription volontaire à la prochaine réunion du conseil d'adminis-

tration de l'AGEUM, qui a eu lieu jeudi.

Le COMCOR espère que les fédérations seront en mesure de recueillir auprès des syndiqués de l'UGEQ une somme d'au moins \$1,000. Cette somme, selon un porte-parole du Comcor est absolument nécessaire pour permettre à l'UGEQ de continuer à fonctionner d'ici le Congrès, c'est-à-dire de poursuivre les politiques déjà entreprises.

Pour tout dire, il semble que l'existence même de l'UGEQ soit liée à la réus-

suite de cette opération-renflouage. Les problèmes financiers à l'UGEQ ne sont pas récents mais le coût des objectifs de l'Union, lié au fait que certaines fédérations n'ont pas encore payé leurs cotisations annuelles réduit l'UGEQ à fonctionner avec un déficit sans cesse croissant.

L'opération renflouage est lancée auprès des syndiqués étudiants. Selon un porte-parole de l'UGEQ, la poursuite des politiques de l'Union dépend étroitement de la réussite de cette campagne de souscription.

Pauline Gagnon

## OPÉRATION RENFLOUAGE

Le Comité des Affaires nationales de l'AGEUM invite les étudiants à venir manifester devant la gare Windsor (rue Peel, au sud de Dorchester), siège social du Canadian Pacific Railway (C.P.R.) afin de protester contre l'arrogance répétée avec laquelle sont traités les Québécois de langue française sur certains trains de cette compagnie. On se souvient de l'incident Brière, des "Maudit Français" et des "Il ne faut forcer nos employés à s'humilier en parlant français".

Il y aura piquetage du lundi au vendredi (du 23 au 27 janvier) de 4 h. 30 à 5 h. 30. Lundi, le 30 janvier, les membres de l'AGEUM et ceux du RIN de la région de Montréal manifesteront au même endroit.

Nous désirons ainsi signifier aux anglophones du Québec qu'ils n'ont qu'un choix: "Speak French or get out!"

Claude Larivière, directeur aux Affaires nationales

## MANIFESTATION AU C.P.R.



Photo: D. Rémi

## SAUVONS LES COTISATIONS

L'administration de l'U. de M., par l'entremise de son vice-recteur associé, s'est attaquée récemment au Quartier Latin. Or les charges de Me Lacoste qui se sont avérées fructueuses pour un moment, ont finalement raté. La suite logique des choses voudrait que nos bonzes n'en restent pas là.

Dans notre optique, la charge de vice-recteur n'était sûrement pas pour défendre le principe démocratique à l'intérieur de l'Association, quoi qu'il en ait dit. Entre diverses explications, nous en retenons une en particulier: L'Université est sur le point de lancer une grande campagne de souscriptions sur laquelle elle mise énormément. Pour pouvoir solliciter nos grandes compagnies, il faut offrir des garanties et avoir bonne haleine. Or, le Q.L. donne mauvaise haleine à l'administration de l'Université qui a donc jugé utile de le baillonner afin d'affermir la confiance des gros souscripteurs.

Le premier rince-bouche s'est avéré inefficace. Notre retour a eu pour effet d'annihiler les procédés du vice-recteur contre le Quartier Latin et par conséquent l'administration se sent mal à l'aise devant ses futurs souscripteurs. Peut-être serait-il utile ici de souligner le cas de camoufla-

ge classique que la situation comporte. En effet, à notre avis, ce qui ruine la confiance des éventuels souscripteurs c'est bien plus une certaine façon d'administrer à l'U. de M. — façon que des professeurs eux-mêmes dénoncent — et qui ne semble pas inspirer outre mesure les grandes compagnies sur lesquelles on se fie. De plus, le fait que la dernière campagne de souscriptions ait mis une dizaine d'années avant de produire un bilan complet, a de quoi refroidir les ardeurs de nos capitalistes.

Mais enfin, il semble qu'il soit plus facile à l'administration de l'Université de guérir le malaise étudiant plutôt que de corriger ses propres défauts. La priorité à observer consiste à baillonner le plus bruyant porte-parole étudiant. On a fait un premier essai par l'entremise de l'AGEUM mais ça n'a pas tout à fait marché. Il faut donc porter un coup plus violent, faire agir l'arme qu'on a déjà brandie: couper les cotisations à la source. Il est naturel que l'U. de M. redore son blason en portant un grand coup et il semble que ce soit la solution la plus efficace pour elle.

La perception des cotisations, ce n'est pas tellement malin en soi. Ça ne dérangerait pas du tout l'Université si on les utili-

sait pour monter des spectacles, organiser des danses, des parties. Mais lorsqu'elles servent à supporter des grévistes (comme on le fit pour les employés de l'Université l'an dernier) ou à déranger les étudiants dans leur douce quiétude sociale et pis, à subventionner un journal qui s'est donné pour mission de prôner des idées contraires à celle qui soutient notre société bourgeoise à laquelle s'identifie l'administration de l'Université, alors, elles sont de trop. De là à se rendre compte que le "principe est discutable" et à nous le faire savoir, il n'y a qu'un pas, déjà franchi. Il ne reste plus qu'à continuer et à les couper, ces cotisations mal utilisées.

Nous l'avons dit, c'est dans la logique des choses qu'on s'attaque maintenant aux cotisations. Naturellement, il y a des obstacles. Il y a d'abord une certaine tradition qui s'est établie et qu'il faut rompre. De plus, couper les cotisations pour atteindre le Quartier Latin ça équivalait à interrompre tous les services de l'AGEUM. Ça les étudiants ne le supporteront pas et ils se cabreront sûrement. Mais on a beau faire c'est, entre les mains de Lacoste et Cie, un puissant moyen de chantage.

Ceci, parce que tant que l'AGEUM n'aura pas de véritable

statut légal de syndicat, elle est toujours à la merci d'un brusque refus de perception de la part de l'administration. Cette reconnaissance légale en tant que syndicat, reconnaissance qui implique le principe des cotisations à la source, est difficile à obtenir au Québec où tout le syndicalisme repose sur l'antagonisme patronat-salariés, où il est un peu difficile de situer le syndicalisme étudiant. Quant à l'accréditation par un bill privé, l'UGEQ s'y heurte depuis plus d'une année.

À la lumière de ces événements, nous croyons que le refus de percevoir les cotisations est l'arme future de Me Lacoste. D'ailleurs, il ne s'en est jamais caché. Il se trouve que l'AGEUM n'est pas en position de force légale même si une action coercitive dès cette année risquerait de soulever les étudiants. Tout n'est pas perdu, et nous croyons que dès maintenant, il faut s'efforcer de faire inscrire le principe de la cotisation à la source dans les statuts de l'Université.

Il ne s'agit pas d'agiter des épouvantails mais gouverner, c'est prévoir, et nous croyons que l'AGEUM devrait se préparer à parer aux futures cherges de l'administration de l'Université.

J. P. DALLAIRE

Lettres  
des  
lecteurs

Mademoiselle,

Ce n'est pas à vous que cette lettre est adressée, bien que je la remette entre vos mains (puisque ces mains détiennent, paraît-il, l'orientation idéologique de ces chers étudiants). Chers étudiants, (comme chers amis, chers administrés), puisqu'on en est à ça sur la montagne... Non! Je ne saurais pas vous l'adresser, pas plus qu'à notre cher Comité Exécutif, et encore moins à l'Administration (de l'Université, non pas Conseil d'). Un instant tenté par Gaudule, je me suis enfin décidé pour mon neveu: le cher bambin n'a que dix mois. Ainsi dans vingt ans, lorsqu'il pourra mieux juger de la situation, il commencera à comprendre le pourquoi et le comment de l'affaire du Quartier Latin, qui aura éclaté pour la vingt-et-unième fois sur le campus, alors que le journal aura eu l'effronterie de sortir un numéro entièrement rédigé en chinois, jettant ainsi son masque.

Ainsi donc une brève secousse est venue ébranler notre torpeur. L'affaire fut menée rondement. Mais enfin? Quoi? Le mardi personne ne savait rien, sinon qu'il existait un conflit. Le mercredi rien. Le jeudi pas davantage, même pas le soir à l'émission Aujourd'hui. Enfin vendredi matin, le Quartier Latin de jeudi nous apprend la tenue prochaine de la réunion du Conseil qui avait eu lieu la veille: j'y perds mon latin. Pour sa part La Presse nous apprend la démission en bloc de l'équipe du journal, la veille. Cette fois-ci j'y perds mon Quartier Latin. Samedi tout est consommé, pas tout à fait pourtant car La Presse ne daigne pas nous signaler que l'équipe est revenue, et il faudra attendre mardi suivant. C'est donc pour le bien de ces chers étudiants que l'Université décide que le ton du Q.L. doit changer; c'est autant pour le bien de ces mêmes chers étudiants que l'équipe veut se battre (à mort); c'est tout autant pour encore ces mêmes chers étudiants que l'AGEUM "agit". Mais les étudiants, leur a-t-on demandé leur avis?

Et ici je me place au point de vue naïf de l'étudiant moyen qui n'est pas dans le secret des dieux, qui lit de temps en temps le Quartier Latin, et ne s'en porte pas plus mal. Je ne dis pas comme quelqu'un me l'a dit: "Comprends-tu? Le Q.L. ne peut avoir qu'une équipe de gauche, disons socialisante; en effet si une équipe "de droite" se formait et prenait la direction du journal, elle réfléchirait aux problèmes et deviendrait forcément une équipe de gauche..." Je n'en sais rien, je ne sais rien. Je ne dis pas non plus comme quelqu'un l'a dit que le Q.L. ne représente qu'une infime minorité, car j'aime les chiffres précis: infime? Connaissais pas. Qu'on dise 1%, 5% ou 50%, qu'on le prouve, ou qu'on ne dise rien. À preuve, la question de savoir quelle est la place accordée par le Q.L. aux informations concernant l'Association: on en a dit, on en dit encore: "Pas assez d'information, mauvais ça... et patate et patate..." Mais jamais de chiffres: point de chiffres, partant point de preuves. Pour ma part j'ai eu idée (car j'aime les chiffres précis) de mesurer la surface des articles du Q.L. J'ai, pour cela, recensé les 24 numéros parus de septembre à décembre: j'ai partagé les articles en

diverses rubriques: Affaires de l'AGEUM et des étudiants, Affaires provinciales, Affaires internationales, Séparatisme (F.L.Q., RIN, Vallières, Gagnon), Humour (Papp...), Lettres des Lecteurs, enfin Autres et Réclames: catégories arbitraires, j'en conviens. Voici pourtant les résultats obtenus (pour les méfiantes mes fiches sont à disposition):

En pourcentage du total imprimé:	
Af. AGEUM	40.4%
Af. Provinc.	15.1%
Af. Internat.	8.5%
Séparatisme	6.2%
Humour	4.0%
Lettres	3.6%
Autres	1.4%
Réclame	20.8%

Total 100.0%

Pour trouver la surface imprimée en pieds carrés, multiplier par 390 le pourcentage: par exemple 40.4 par 390 sur 100 = 157.56 pieds carrés d'information ageumique dans le Quartier Latin ce premier semestre: qui l'eut dit! Autre calcul plus significatif: les pourcentages par rapport à la surface imprimée de texte (c'est-à-dire sans compter les réclames). On a alors:

Af. AGEUM	50.0%
Af. Provinc.	22.0%
Af. Internat.	10.0%
Séparatisme	7.5%
Humour	5.0%
Lettres	4.0%
Autres	1.5%
Total	100.0%

Evidemment! Cela ne prouve rien. Car rien ne prouve rien (et réciproquement). Soit! Mais tout de même ça donne une idée. La démocratie donc aime les chiffres précis: or on ne parle depuis quel temps que de démocratie. C'est pourquoi je me demande, et ici je tâche d'être grave par politesse pour la place que le Q.L. m'accorde, je me demande donc pourquoi l'AGEUM ne fait pas un REFERENDUM sur le Quartier Latin afin de nous départager définitivement.

La question principale pourrait être: "Étiez-vous, dans l'ensemble, d'accord avec la tenue et le contenu du Quartier Latin?", à laquelle il faudrait adjoindre au moins deux questions subsidiaires: "Étiez-vous d'accord avec l'attitude et les procédés de l'Administration de l'Université dans cette affaire?" enfin: "Étiez-vous d'accord avec l'attitude et les procédés de l'AGEUM dans cette affaire?" Un tel questionnaire aurait l'avantage de faire connaître l'opinion des étudiants, c'est-à-dire, ne l'oublions pas, des principaux intéressés, envers les trois parties en cause, Le Journal, l'AGEUM et l'Université. Et puisque l'on nous annonce la tenue prochaine du congrès de l'AGEUM, où une des questions principales à l'ordre du jour est celle du statut de Quartier Latin, n'est-ce pas là le moment tout indiqué pour la tenue d'un tel référendum?

Mais il serait bien entendu au départ que les étudiants qui s'abstiendraient de participer au vote devraient être oubliés, n'ayant plus leur mot à dire en cette affaire. Si par exemple le résultat était 10% pour le Q.L., 10% contre et 80% d'abstentions, on devrait en conclure: 50% pour et 50% contre, et c'est tout. Que ceux qui prennent des décisions méditent cela et j'aurai atteint le but que je me proposais. Cette fois-ci c'est tout.

VAYRAC

"CACHEZ CE  
SEIN..."

Les procès des néo-Flouistes débiteront bientôt. On n'en peut prévoir le déroulement mais il est certain que ces événements produiront des remous. On peut supposer dès maintenant que les deux chefs Flouistes Vallières et Gagnon profiteront de la tribune politique que leur offre la justice. Qui en somme sont les vrais coupables des meurtres dont on les accuse. Que la justice canadienne le veuille ou non, le procès aura inévitablement une allure politique. Notre société "prospère et florissante" sera mise en cause. Et d'ailleurs les hautes autorités juridiques en sont conscientes et même très conscientes. Au point qu'on veuille "se débarrasser de l'affaire" avant l'ouverture de l'Expo. Il ne faudrait surtout pas que le site de la Terre des Hommes soit aussi aux yeux des visiteurs celui de la Terre des Exploités et des demi-colonisés.

Alors que le maire Drapeau dépense quelques milliers en clôture couleur op pour masquer les taudis, il ne faudrait surtout pas que "de jeunes voyous et écevelés" aient en même temps le pouvoir d'inviter les touristes à regarder derrière ces clôtures, derrière les portes de certaines usines.

Donc, contrairement aux bonnes habitudes de notre justice, cette fois,

on fera vite. Que le tout soit terminé avant le 28 avril. Tellement vite qu'on se permet certaines irrégularités. On kidnappe des gens par exemple. Le mot n'est pas de nous; c'est l'avocat même de Vallières et Gagnon qui l'a employé en parlant de la façon dont s'est déroulé le retour des deux chefs Flouistes. On parle aussi de collusion entre la justice canadienne et américaine. Une espèce d'affaire Ben Barka quoi! En effet, l'affaire s'est passée ainsi: Vallières et Gagnon ont été arrêtés pour avoir troublé la paix publique à New York. Or, au début de janvier la justice newyorkaise décide de retirer sa plainte sans même en avertir l'avocat des deux inculpés. On libère donc les deux accusés et ils n'ont pas fait deux pas à l'extérieur de la prison que les fonctionnaires de l'immigration s'en emparent pour les livrer à la justice canadienne. Raison: visiteurs indésirables. L'avocat newyorkais de Vallières et Gagnon en est informé quand les deux accusés sont déjà à Montréal... Mais la justice peut tout se permettre puisqu'elle est la justice. Son rôle premier n'est-il pas de protéger le pouvoir établi et en certain cas la bonne réputation du Québec, Terre des Hommes.

N. FORTIN

BLOC  
NOTES

La semaine dernière le journal "Le Devoir" lançait en primeur une nouvelle selon laquelle le notaire M. Ayers de Lachute aurait décidé de déménager son usine de contreplaqué, celle-ci étant devenue peu rentable car M. Ayers avait été obligé, après une longue grève, de commencer à payer ses employés d'une façon moins indécente. Le but de ce déménagement serait de transporter l'usine dans une zone dirigée afin de pouvoir bénéficier de subsides du gouvernement fédéral. Or, des fonctionnaires autorisés de ce gouvernement ont déclaré qu'il n'était pas question de distribuer des subsides pour favoriser l'implantation d'une industrie dans une zone "dirigée" tout en créant un vide dans une autre région. On le voit bien, M. Ayers lui-même devait savoir que son projet ne recevrait certainement pas le feu vert du gouvernement. Alors pourquoi avoir lancé cette nouvelle dans le public?

En fait, sa mise en scène s'inscrit très bien dans une certaine psychologie alarmiste que certains milieux financiers et certaines personnalités politiques essaient de créer autour de la situation économique du Québec. Dernièrement par exemple, les portes-parole des chambres de Commerce conseillaient aux gouvernants de ne pas traiter publiquement des questions économiques afin de ne pas effrayer inutilement le "capital". Ainsi toutes les réformes économiques projetées devraient être tenues secrètes et manigancées dans les officines de la haute finance, loin des yeux du public ignorant. On s'ennuie des bonnes vieilles méthodes dans certains milieux.

Auparavant, et à plusieurs reprises, Jean Chrétien, secrétaire parlementaire du ministre des finances, à Ottawa, avait fait des déclarations

LES  
ALARMISTES  
ET LE  
"GRAND CAPITAL"

selon lesquelles le développement économique du Québec était ralenti par les revendications nationalistes. Pour prouver ses avancés, il comparait notre taux de progrès des dernières années avec celui de l'Ontario. Evidemment, nos taux d'investissement sont plus bas! Il oubliait cependant de dire que cette situation était bien antérieure à l'époque actuelle. Nous nous crevons depuis des années à crier sur toutes les places que nous sommes défavorisés sur tous les plans comparativement à la masse des anglo-saxons. C'est le comble du ridicule. Sans trop le savoir, voilà maintenant qu'on utilise les meilleurs arguments indépendantistes pour prouver que le Québec ne devrait pas sortir de la confédération. Mais encore ici, la volonté qu'on peut facilement découvrir derrière ces interventions, c'est qu'on veut créer un climat alarmiste afin de détourner les Québécois de la plus fondamentale de leurs aspirations.

Ce climat, on a réussi dans une certaine mesure à le créer. En effet, au beau milieu de ces attaques, on voit notre bétail national partir pour Toronto et New York afin de rassurer tout le monde. Plutôt que d'aller chialer et quémander ailleurs, ce qui n'arrange en aucune façon nos affaires, on ferait beaucoup mieux de commencer à mettre sur pied les mécanismes de planification à long terme et de ramener à Québec tous les pouvoirs dont nous avons besoin pour se sortir nous-mêmes de la merde. Les alarmistes pourront gueuler tant qu'ils voudront, rien ne peut empêcher une volonté nationale de s'affirmer et de pourvoir à sa propre existence. Ce qui nous manque par ici, ce sont des hommes qui ont du caractère... pour ne pas dire quelque chose de plus viril.

Robert Tremblay

## Le Quartier Latin

Journal bi-hebdomadaire des Étudiants de l'Université de Montréal  
Publié par l'AGEUM

Directeur: Nicole Fortin  
Assistant directeur: Louis Falardeau  
Rédacteur en chef: Christiane Richard  
Chef des nouvelles: Louis Falardeau  
Directeur au Cabinet: Yves Gagnon  
Secrétaire à la rédaction: Nicole Gauthier  
Directeur de la photo: Serge Proulx  
Comité éditorial: Jean Pierre Dallaire, Robert Tremblay, Guy Sarrazin, Claude Girard  
Service des nouvelles: Louis Gendreau, Pauline Gagnon, Henri Bradet, Lisette Blain, Rénéald Bourque, Bernard Mataigne, Jean-Pierre Dallaire, Claude Gauthier, Gisèle Filon, Serge Thibeau  
Reportage: François Béland  
Indéfinissable: Martin Dufresne  
Photographie: Serge Proulx, Daniel Léves, Maurice Dubreuil  
Caricaturiste: Dupras  
Mise en page: Christiane Richard et Louis Gendreau

## LE QUARTIER LATIN

Volume XLIX Jeudi le 26 janvier 1967 Numéro 30  
PUBLICITE: Georges Lefebvre, 739-4777 — Abonnement universitaire, \$3.00 — REDACTION: 2222, Maplewood; tél. 733-8248, Centre Social, ch. 707.

L'impression a été confiée à "Publitéx Inc.", 8000 rue Dante, 725-9573  
Le ministère des Postes à Ottawa a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication. Port payé à Montréal.  
Les opinions émises dans ce journal ne sont pas nécessairement celles de l'AGEUM.

# LA CAISSE POPULAIRE

## SE POPULARISE

Inaugurée le 20 janvier 1964, la Caisse Populaire de l'Université de Montréal est dans sa troisième année d'existence. Juridiquement autonome, elle est une caisse comme toutes les autres caisses, régie par la loi des Caisses d'épargne et de crédit. N'ayant pas bénéficié de l'aide financière indirecte de l'Université comme à Laval, elle fut établie sous l'initiative de l'AGEUM à qui elle paye le coût de location. Au début, il y avait des doutes quant à la possibilité d'opération d'une telle caisse. Mais aujourd'hui, son utilité n'est plus à démontrer: la caisse vient de déménager (elle se trouve adjacente à la coopérative); depuis trois ans, le nombre de ses sociétaires a doublé (de 506 à 1,067), son actif a triplé (de \$82,063 à \$235,725), les prêts consentis ont plus que quadruplé en nombre et plus que sextuplé en montant (de \$20,063 à \$130,830). Si l'on veut faire des comparaisons avec la caisse de l'Université Laval qui entre dans sa huitième année, le nombre de sociétaires est de 1,300 à Montréal et de 1,802 à Laval en 1967, et l'épargne est respectivement de \$257,000 et de \$278,000 d'autant plus que cette Caisse a pris sept ans à boucler son budget dans des conditions plus idéales qu'à Montréal.

Les principes de la Caisse sont les suivants: accorder des petits prêts à courte échéance (maximum de \$2,500.), car il s'agit de faire profiter l'argent au plus grand nombre. Les caisses universitaires sont spéciales car, si elles sont autonomes comme toutes les caisses, elles opèrent à courte échéance à perte. Elles ne consentent des prêts qu'à ses sociétaires (part sociale de \$5.00). Dans le cadre de la politique de prêts gouvernementaux aux étudiants, la Caisse universitaire comme toutes les caisses d'ailleurs ne

peut prêter qu'à un nombre limité de ses membres car elle doit suivre des principes de bonne administration à savoir qu'elle doit conserver 50% de son actif et une provision de 10% de l'actif de janvier. Le reste peut être prêté à ses sociétaires. Vu la grande fluctuation de ses argents (depuis trois ans, \$4,219 d'épargne et \$3,962 de sorti), elle a par exemple distribué 45,000 chèques depuis septembre '66, elle a besoin plus que toute autre caisse d'administrer de façon stricte ses argents.

Etant déficitaire depuis les débuts, elle entend former un comité de publicité en collaboration avec la Coopérative afin d'attirer plus de professeurs et d'employés pour équilibrer sa caisse et rendre ses fonds plus stables. A cette fin, elle offrira plus de services (Assurance-vie et chèques de voyageur) et aura des heures d'affaires plus normales (de 10 h. à 3 h.). La Caisse de l'Université fait affaire avec quelque 80 associations étudiants et 80% de ses membres sont des étudiants.

Son pouvoir d'emprunt étant limité à deux fois son capital social souscrit et payé, soit \$3,000,000 voilà pourquoi quelques étudiants se sont sentis lésés lors de l'émission des prêts du gouvernement cette année. Qu'il nous suffise de savoir que le volume des transactions 1965-66 a été très élevé et dépasse le volume de toutes les autres caisses ordinaires, soit de \$4,448,287.07.

L'un des avantages pour les Caisses Populaires d'offrir le service d'une telle caisse à l'Université, c'est qu'elle amène les futurs diplômés à utiliser, une fois leur cours terminé, les Caisses d'Épargne Desjardins. La preuve en est que l'an passé, 68% des comptes transférés l'ont été vers les Caisses Populaires.

Claude GAUTHIER



Photo: D. Rémi  
Notre "saint patron" en U-I

## CE SOIR: TOUT LE MONDE AU CENTRE SPORTIF!

Le Carnaval est en marche. Les bourgeoisies ultramontaine et "westmontaine" l'ont bien su hier au cours de leur après-midi de shopping hebdomadaire. Elles voulaient connaître les "last" et les "best" de leurs coiffeurs, elles auront connu le pittoresque "absolument féodal" d'une nouvelle invasion d'étudiants teigneux, ripailleurs et irréductibles (cf. Astérix), en plein coeur de leur fief de consommateur.

Qui y verrez-vous? Pauline Julien, Renée Claude, Claude Gauthier, Jean-Guy Moreau et trois chansonniers AGEUM. Si une telle liste de vedettes ne vous fait pas venir en foule, c'est que vous êtes tous... c'est dommage. N'êtes-vous pas également anxieux de connaître notre plus belle, notre reine. Ce soir vous la verrez couronnée, zémue aux larmes. Il faudra bien quelqu'un pour la consoler.

Ce Gala ira s'éteindre dans les "ivresses du rythme" au cours de la grande danse au Centre Social où les yéyés pourront y déployer tous leurs talents, après le spectacle. Amusez-vous dur, mais ne perdez pas de vue que demain: Tout le monde dans le Nord, au Mont-Habitant. Et ça recommence.

Comité du Carnaval d'hiver de l'AGEUM.

## LA GRANDE JOURNÉE DES LAURENTIDES

Dès 9.00 heures, les autobus partiront pour le Mont-Habitant. Jusqu'à midi, des centaines d'étudiants pourront profiter de cette occasion unique de se payer un peu d'air frais, pendant une Journée "magnifique". Les monte-pentes fonctionneront toute la journée et seront mis gratuitement à votre disposition. Pour ceux qui ne connaissent pas encore les joies du ski, des traînes sauvages et des ski-dogs seront disponibles. Les sports d'hiver, c'est beau mais ça fatigue. Suivra donc le souper re-

constituant au chalet, lequel sera également gratuit. Faites-y provision d'énergie pour la soirée. La soirée débute par la remise des trophées de la journée pour se poursuivre dans la danse au son d'un orchestre sensationnel. Pour ceux que la danse "laisse froid", sleigh ride et feu de joie sauront ranimer l'enthousiasme le plus transi. Toute la journée, joie, plein air, action et plaisir règneront au Mont-Habitant. A demain.

Comité du Carnaval d'hiver de l'AGEUM.

Oyez! Oyez! Tout le monde a-t-il sa tuque, son gaudule, son billet pour le gala, son disque du carnaval? Sinon, il est encore temps d'en acheter. Chaque achat symbolise votre solidarité envers vos collègues de l'Université de Santiago! En effet, une partie des profits de la vente sera orientée vers un projet de centre sanitaire à Santiago, Chili.

Notre syndicat se doit de coopérer de façon concrète avec le syndicat chilien de l'U. de S. Au

nom de tous, il nous accorde son appui. Il reste aux membres à manifester personnellement leur coopération en achetant les différents articles offerts en vente par le comité du Carnaval.

Soyez dans l'vent du Carnaval. Achetez votre gaudule et votre tuque, et aussi le disque, n'oubliez pas! Et participez personnellement au Programme d'Action Internationale (P.A.I.) de l'Entraide Universitaire Mondiale (comité de l'U. de M.) Louise Normandeau, E.U.M.



Photo: D. Rémi  
Les cinq duchesses. Les paris sont ouverts... faites vos jeux!

## ON A DRAMATISÉ "L'AFFAIRE DES PRISES"

Les étudiants de notre "beau" campus sont sans doute au courant du vol de l'horloge de l'EXPO 67 qui a mené, la semaine dernière, 7 étudiants de Sciences Sociales à comparaître devant les tribunaux.

Si vous n'êtes pas au courant, ceci n'est sûrement pas du au mutisme de nos quotidiens montréalais. Certains journaux, en affichant des manchettes telles que "14 ans d'emprisonnement et le

fouet", ou "emprisonnement à vie", n'ont sûrement pas facilité la tâche ni à l'AGEUM, ni aux sept carabins impliqués dans cette affaire.

Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que les prises effectuées dans le cadre du Carnaval n'ont pour but que d'agrémenter quelque peu cette manifestation estudiantine. En affublant leurs articles de tels titres, les journalistes faussent les faits; ils n'accordent qu'une attention

toute secondaire aux intentions les plus nobles de nos confrères.

Ces mêmes journalistes ont beaucoup parlé de "violence" et de "menaces" qu'auraient proférés les coupables. Mais ces faits furent fermement démentis par le Comité du Carnaval et par des participants du complot. D'ailleurs, s'il avait été question de ces choses, le Comité n'aurait pas endossé un tel projet car il est bien stipulé dans les ré-

glements sur les prises que "tous les projets comprenant un assaut sur une personne ou des menaces, sera rejeté automatiquement par le comité des prises". Le directeur de ce comité, M. Pierre Cloutier, nous a assuré qu'il n'avait jamais été question d'utiliser de tels procédés. Allons donc, messieurs les journalistes, ne soyez pas si moralisateurs. Faites comme M. Croteau, prenez cela en riant... Reynald Bourque

## COLLOQUE DES ÉTUDIANTS DE LA FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES

### QUAND?

DU 7 au 10 FEVRIER

### OU?

SALLE P-310 mardi soir  
mercredi soir  
jeudi soir

CENTRE SOCIAL  
GRAND SALON

jeudi et  
vendredi  
midi, de  
12.00 p.m.  
à 10.00 p.m.

**Participants:** Robert Nelson, Jean-Marie Bédard, William Houle, Jacques Dofny, Claude Chapdelaine, Stanley Ryerson, Gérard Plourde, Robert Cliche, Marc Lavallé, Pierre Maheu, Jacques Grandmaison, Marcel Pépin, Gabriel Gagnon, Jean Claude Lebel, Bernard Solasse, Maurice Bouchard, Fernand Dumont, Michel Van Schandall, Vincent Harvey, Charles Taylor, Michel Doré.

**Animateurs:** Louis Martin, Andree Laffond, Gilles Grenier, Claude Larivière, Mario Dumais, Guy Rocher.

### Films:

- "Algérie 1962": mardi midi.
- "Le Chat dans le Sac": mercredi midi.
- Publication d'un numéro spécial du "Socialix" avec une dizaine d'entrevues.
- Exposition de livres.
- Ateliers de travail, le vendredi.
- Publicité à la radio et à la T.V.

NE PAS

MANQUER!

## LA CSN APPUIE L'UGEQ

La CSN se range aux côtés de l'UGEQ pour protester contre la décision du gouvernement de retarder l'établissement de la gratuité scolaire.

Dans un communiqué de presse, la CSN déclare que l'accessibilité générale à l'enseignement vient, encore une fois, de subir un grave retard par la décision du gouvernement Johnson de n'appliquer qu'une seule des six recommandations du Comité du plan de l'accessibilité générale à l'éducation.

Le gouvernement menace de bloquer la gratuité scolaire

La CSN proteste contre le fait que le gouvernement n'ait pas cru nécessaire d'assurer à la population du Québec la disparition de tous les frais de scolarité pour ceux qui fréquenteraient les instituts. Comme on le sait, quelques instituts devraient être ouverts en septembre prochain. Toujours selon la CSN, si la gratuité scolaire n'est pas

établie dans les instituts dès leur création, l'instruction restera encore l'apanage des gens et des familles les plus favorisés financièrement.

La réforme scolaire doit être une priorité gouvernementale

Le secrétaire général de la CSN, Robert Sauvé, affirme de plus: "Il y a au budget de la province des priorités qui n'en sont pas: qu'on repense ce budget et qu'on y trouve ce qui est nécessaire à l'application de la réforme proposée en éducation. La population du Québec n'acceptera plus qu'on économise sur le dos de l'éducation: c'est devenu au Québec la priorité numéro un."

La CSN demande donc au gouvernement de repenser l'ordre des priorités dans le budget de façon à pouvoir récupérer les \$22.5 millions nécessaires à l'application du rapport préliminaire du Comité du plan de l'accessibilité générale à l'éducation.

Pauline GAGNON

## INCROYABLE..... MAIS VRAI!



La merveilleuse

Rambler

Maintenant à la portée de l'étudiant par l'entremise de l'A.G.E.U.M.

200.00 COMPTANT-  
30.00 PAR MOIS

Taux d'intérêt préférentiel

Tout acheteur recevra de l'A.G.E.U.M. une ristourne de 4% sur le

montant de l'achat

Notre représentant sera au Secrétariat, ch. 306.

Tous les mercredis et jeudis, de midi à 2.00 p.m. Hors de ces heures, appelez Mons. Comeau chez

Amour Automobiles Ltee

10300 BOUL. PIE IX (coin Fleury)  
TEL. 323-4330

un service de l'A.G.E.U.M.

# Lettres des lecteurs

## PORNOCRATIE AU Q.L.

Montréal, 23 janvier 1967  
Equipe de la Rédaction,  
Quartier Latin  
Montréal.

L'ère de la pornocratie au Q.L.  
Après Dora, Janine, ... en attendant sans doute la découverte par le Q. L. de quelques autres "essuées névrotiques". Si l'équipe de la Rédaction ne se respecte pas, qu'elle respecte les autres. M. Lacoste aurait donc raison!

Il est vrai que "notre" journal semble atteint d'un mal mystérieux: il se tord en des convulsions morbides, déhantant injures, insanités, propos obscènes. Ne serait-ce pas le "vomito negro"?

M. Naltchayan.

## L'HOMME NOUVEAU N'EST PAS PRESSE...

Le Canadien-français édition 1967 est un homme qui prend conscience qu'il vit dans l'ère de l'électronique, de la cybernétique, des regroupements socio-politico-économiques (Marché Commun, la Grande Europe de l'Atlantique à l'Oural, l'éventuel Marché Commun des trois Amériques, la Chine Nouvelle, l'effritement du Commonwealth, la Communauté Française Mondiale, la nouvelle Afrique, etc...), du dialogue "big business" versus syndicats et unions, d'une introspection religieuse à l'échelle du monde nouveau. C'est aussi un homme qui prend conscience de l'existence d'un autre type de Canadien-français, celui de Chéticamp ou de Maillardville et qui prend sa juste part des responsabilités vis-à-vis le recul économique

que nous constatons dans notre milieu actuel.

Cette prise de conscience à l'échelle de notre groupe ethnique donne lieu à un effort de rattrapage nécessaire qu'un gouvernement dynamique a structuré dans un programme en 1960. Ce même programme a été replacé entre les mains d'un autre groupe politique en juin 1966 mais malheureusement pour ces gens-là, la dimension nouvelle du canadien-français leur échappe et ces mêmes gens verront très bientôt le pouvoir politique leur échapper...

L'homme nouveau du Québec, ce prototype du canadien-français dynamique, agressif, fier d'être bilingue tout en revendiquant ses droits de citoyen à part entière dans ce vaste pays "ad mari usque ad mare" réalise pleinement qu'il y a plus et qu'il faut plus, pour réaliser pleinement toute sa dimension, que le simple fait de s'affirmer comme fier de sa langue et de sa race. Ce type d'homme nouveau est le sous-produit de l'affrontement de la vieille garde très conservatrice et d'une pseudo-élite marxiste et ultra-socialiste. Tout en prenant conscience de l'importance du rattrapage à réaliser, cet homme nouveau a eu l'intelligence de structurer son plan d'action en fonction d'une table de priorité nette et précise où la priorité a été donnée à l'éducation.

Cet homme nouveau ne tombe pas dans le panneau lorsqu'il réalise que certaines éminences grises ont l'audace d'affronter des gens comme Caouette et Aquin à une émission télévisée du genre "Tirez au clair" (édition du mercredi 18 janvier) où le but est évidemment de tourner en ridicule un député de la chambre des communes, en lui faisant affronter un dé-

fenseur de l'Assemblée Législative qui par surcroît est secondé par un groupe qui n'ont rien de plus pressé à réaliser que l'Indépendance du Québec sans condition.

Cet homme nouveau refuse carrément de "garrocher le caillou" aux "maudits anglais", aux juifs, aux allemands, aux américains, etc... pour excuser et tenter d'oublier un peu ses lacunes. Le canadien-français d'aujourd'hui accepte ce prendre sa juste part des responsabilités qui lui incombe et réalise pleinement que son sort dans le présent, dans l'avenir immédiat et aussi dans l'avenir lointain dépend uniquement de sa préparation et de son action personnelle. Cet homme nouveau réalise que ce monde nouveau où il évolue et gravite est un monde d'ingénieurs, de scientifiques, de penseurs, de "professionnels", d'éducateurs, de financiers, d'industriels, d'acteurs, de travailleurs spécialisés, de représentants syndicaux voués au mieux-être du travailleur, etc... L'homme nouveau, chez-nous, prend conscience, petit-à-petit de l'importance pour le milieu financier de l'activité boursière ainsi que du jeu de la participation d'organismes financiers mi-gouvernementaux, mi-publics.

Ce type d'homme nouveau de chez-nous refuse carrément de s'associer à ces groupements qui rabattent les oreilles de tout le monde avec des histoires du genre de "la Grandeur de la Race", "le "Patriotisme culturel", "la mission spirituelle", etc... Cet homme nouveau réalise pleinement la juste dimension de toutes ces vérités et pense qu'il y a plus à faire qu'à s'éterniser à répéter continuellement des choses qui se répètent depuis tellement longtemps. L'homme nouveau agit et toute son existence est en fonction d'un seul but: ACTION! Cette action est marquée au coin d'une réflexion qui lui fait réaliser pleinement toute l'importance et la précarité d'une part, des problèmes à résoudre et, d'autre part, de l'état général de la situation socio-politico-économique de notre société.

L'homme nouveau de chez-nous, tout en prenant conscience de ces vérités, se pénètre aussi très profondément d'un certain respect des gens avec lesquels il évolue. Ainsi, lorsqu'il revendique certains droits au gouvernement central il le fait non pas avec le ton d'un quêté mais plutôt avec l'assurance d'un citoyen à part entière. Cet homme nouveau a de la dignité et se refuse à se prostituer dans des attitudes grotesques. Cet homme nouveau réalise aussi que la collectivité de chez-nous commence à peine à s'organiser et qu'il faut donner au facteur TEMPS l'opportunité de jouer son rôle. D'ailleurs, l'empressement de certaines éminences grises à réaliser l'indépendance du Québec le plus tôt possible amène l'homme nouveau à se demander si justement nous ne sommes pas dans la bonne voie actuellement. Les partisans de l'indépendance sont probablement troublés d'assister à la montée de notre groupe ethnique qui accède peu-à-peu à sa pleine maturité dans un contexte social qu'il façonne à son image. D'ailleurs l'homme nouveau pense aussi qu'il sera toujours temps plus tard si "ça ne fonctionne pas dans la Confédération" car l'homme nouveau n'aime pas voir les choses se précipiter, activité à laquelle s'affairent bien des gens de ce temps-ci...

Michel Pinard,  
686 Limousin,  
Ste-Foy, Québec 10, Qué.

## UNIVERS-INFORMATION

par B. MATAIGNE

### INDE

Il y a quelques jours, nous avons pu apprendre que les Etats-Unis avaient posé des conditions pour son aide économique à l'Inde.

Il n'est pas de doute, et ce n'est un secret pour personne, que Washington accompagne ses prêts de conditions, sinon politiques, du moins économiques. L'Inde ne fait pas exception: elle doit céder tout commerce avec le Nord-Vietnam et Cuba. Mais comme l'a fait remarquer Mme Indira Gandhi, premier ministre indien, son infortuné pays ne trafique plus avec le Nord-Vietnam depuis 1962, et ne vend que du jute à Cuba. Donc, rien de malsain pour nuire au "bon sentiment altruiste américain".

Cette nouvelle implique pourtant plus qu'un phénomène marginal, mais tout le problème des pays "riches" face aux pays en voie de développement. Que Washington pose des conditions à son aide, c'est normal, inhérent à toute puissance économique qui veut porter les fruits de la "civilisation" chez les "barbares". La Russie fait de même. Mais que cette "aide" perpétue la malnutrition, l'analphabétisme et la pauvreté au nom de la démocratie, que les pouvoirs politiques et économiques se font les agents du colonialisme, de l'exploitation et du génocide-à-petit-feu au nom d'une aide facti-

ce, voilà de quoi s'étonner. Car cette aide, elle est bien factice, c'est du "bidon", du vent. Il est prouvé que les secours étrangers (américains en particulier) se font au détriment des pays qui les reçoivent. Que cette aide soit technique, matérielle ou autre, elle ne règle rien, mais assouplit et tranquillise la conscience des gouvernements, leur permet de maintenir des peuples affamés au profit d'une bourgeoisie nationale. Aucun pays, dans de telles conditions, ne pourra se hisser au rang de nation indépendante et prospère. Toujours au bord de la faillite, toujours à la merci des puissances, toujours et infailliblement les victimes, les pays en voie de développement ne peuvent se sortir de ce bourbier que par la voie du socialisme révolutionnaire.

Ce n'est qu'en prenant en main leurs propres affaires que ces pays progresseront. Une économie planifiée, un gouvernement responsable, une population consciente ne régleront sans doute pas tous les problèmes, mais allieront les conditions subjectives aux conditions objectives pour un véritable développement. Tant et aussi longtemps que les pays sous-développés seront aux mains du capital international, tant et aussi longtemps l'écart entre ces pays et les nations "riches" s'agrandira. L'Inde est un cas type avec son gouvernement de caste, ses structures féodales, sa haute bourgeoisie et son sous-prolétariat rural et urbain.

Il ne reste donc qu'une solution: la voie révolutionnaire.

## EN BREF - EN BREF - EN BREF - EN BREF

### On prescrit la pilule

Le service de santé des étudiants de l'Université de Western Ontario, à London, distribue des pilules contraceptives à celles qui le consultent.

C'est ce que révèle le journal étudiant de l'institution, The Gazette. Deux journalistes étudiants racontent qu'elles ont obtenu des prescriptions pour une marque de pilule anti-conceptionnelle, O.V.U.-LEN, de la part du Service de Santé.

Interrogé à ce sujet, le directeur du Service, le Dr. R. J. Bower, a démenti que ces pilules soient distribuées à toutes les étudiantes en général. "Elles l'ont été et le sont sur recommandation des médecins-gynécologues de notre service" a-t-il précisé. Les journalistes étudiants soutiennent qu'elles n'ont pas eu à consulter de spécialistes pour obtenir leur prescription du Service de Santé.

● PENDANT CE TEMPS-LÀ... au Québec:

Le Ministère de la Santé s'interroge vivement sur le déclin de la natalité au Québec, tel qu'il le souligne dans un mémoire faisant suite à une

analyse du taux de natalité présentant un sérieux déclin...

● LA PILULE CHEZ LES ETUDIANTS AUX USA.

La bonne moitié des services de santé universitaires aux Etats-Unis prescrivent et distribuent la pilule anti-conceptionnelle. Seulement 4%, là-dessus, toutefois, le font pour des étudiants célibataires qui n'ont pas l'intention de se marier dans un proche avenir. Cela n'inclut donc pas les étudiants fiancés ou susceptibles de se marier.

Voilà ce qui ressort d'une enquête nationale menée au près de la grande majorité des universités et "collèges" américains. Cependant, 50% des services de santé demeurent encore réfractaires à la pratique de distribution et de prescription de la "pilule".

Selon le directeur de l'enquête, le Dr. Ralph M. Buttermore, les institutions qui s'opposent à cette initiative soutiennent qu'elles ne veulent pas encourager "tacitement" les relations sexuelles pré-maritales et aller ainsi à l'encontre de l'opinion et des préceptes moraux de certains parents.

### L'Expo délogera-t-elle les étudiants

Montréal (PEN) — Un quotidien de Montréal (La Presse) faisait écho mardi dernier, aux craintes de plusieurs locataires de la région de Montréal menacés d'expulsion par les propriétaires intéressés aux bénéfices substantiels de la hausse des loyers pendant la durée de l'EXPO.

Selon le même quotidien, plusieurs centaines d'étudiants de l'Université de Montréal et de l'Université McGill craignent d'être jetés dehors avant la fin de l'année scolaire. La loi ne protège pas les locataires sans bail et le début de février marque toujours le début d'une période difficile pour ceux-ci.

D'autre part, la secré-

taire administrative de l'A.G.E.U.M., Mlle Chantal Gagnon a précisé qu'aucun étudiant n'a fait appel au syndicat étudiant pour de tels problèmes. Cependant, une résolution a été présentée au Conseil de la Ville d'Outremont à l'effet d'abolir certaines dispositions de la Régie des Loyers contrôlant les coûts et les baux, sur les loyers, résolution se voulant en faveur des propriétaires.

L'AGEUM a manifesté son désaccord vis-à-vis cette décision, mais les propriétaires n'ont guère pris cette intervention: les plus en colère d'entre eux ont téléphoné aux bureaux de l'Agence pour protester... "Bandits de communistes" a vociféré l'un d'eux...

### La P.E.N. dénonce l'AGEUM

Montréal (PEN) — Les gestes unilatéraux de l'exécutif de l'AGEUM à l'égard du Quartier Latin suscitent des remous dans les milieux journalistiques étudiants.

A la suite des reproches énoncés par l'administration de l'Université de Montréal contre le Q. L., l'exécutif de l'AGEUM, sans en avorter la direction du journal décida de retarder d'une journée la parution du journal, d'y ajouter des notes correctives, de l'encarter dans un jour-

nal spécial devant préciser les positions des divers groupes de la communauté universitaire.

Le vice-président à la défense syndicale de la Presse Etudiante Nationale, Henri Bradet, a manifesté son intention d'appuyer l'équipe du journal même s'il n'est pas membre de la P.E.N. M. Bradet étudie actuellement les modalités de protestation contre cette atteinte flagrante et préjudiciale à la liberté de presse des journalistes étudiants.

**ATTENTION ETUDIANTS VOS THESES IMPRIMEES**  
pour .30 sous le stencil  
Service rapide, livraison, 15 ans d'expérience, multilith 1250  
INF: Jean-Guy Plouffe  
676-5267, 676-6650, 676-0813  
Aussi: theses dactylographiées.

**Antiquités canadiennes Authentiques**  
Avec garantie, nous vous offrons des objets d'art authentiques à des prix très raisonnables.  
671-0558


Danielle Desrosiers peut dactylographier des theses.  
721-0123 — 525-6311 ext. 615

**PHOTO-DOMICILE.**  
11,582 Tardivel.  
Montréal 12.  
Mariage: Album 12 photos 34.95  
Photos d'enfants: 12 photos 5x7. 11.95  
334-3388

**POUR SOULAGER LES DOULEURS MUSCULAIRES**

douleurs rhumatismales, entorses, torticolis, crampes, pied d'athlète, coupures.

**ATHLETINE**




## Un coup de main?

C'est tout ce que ça prend... un petit coup de main. Tout autour de la terre, il y a 370,000,000 d'êtres humains qui sont prêts à travailler. Seulement, ils ne sont pas toujours parfaitement au fait des techniques modernes. Tout ce qu'il leur faut, c'est un petit coup de main pour démarrer. Et ils sauront bien se débrouiller par la suite.


Du cran? Il vous en faudra une solide dose si vous décidez de suivre les 375 jeunes Canadiens envoyés à l'étranger cette année. Ces volontaires du Service Universitaire Canadien Outre-mer oeuvrent actuellement dans 35 pays. Il vous faudra vivre, manger, apprendre, travailler, peiner au même diapason que ceux-là à qui vous donnerez un coup de main. Au Rouanda ou à Madagascar, au Pérou ou en Inde, la génération montante a une soif insatiable de techniques modernes, celles que vous lui apporterez. Ces gens-là

n'ont qu'un désir: apprendre le plus vite possible pour se défendre seuls le plus vite possible. Leurs besoins sont aussi vastes que la somme des connaissances humaines. Vous êtes ou vous serez bientôt agronome, architecte, coopérativiste, infirmière, ingénieur, instituteur, médecin...?

Quelque part au monde, SUCO a un poste pour qui veut apprendre la vraie solidarité humaine tout en donnant un coup de main là où les besoins sont les plus pressants. C'est le contraire d'une sinécure. Vous n'en retirerez rien... sinon un enrichissement humain d'une telle ampleur qu'aucun honnête homme ne peut refuser. Un coup de main... pour leur mieux-vivre de demain. Vous relevez le défi? Voyez le responsable SUCO de votre université ou écrivez à SUCO, Pavillon Pollack, Université Laval, Québec ou à SUCO, Vie Étudiante, Université de Montréal.

**SUCO**  
Les volontaires de la paix du Canada

**6 versements \$25.00**  
Comptant \$150.00



**PLAN EXCLUSIF**

- Taux bancaire à 5.6
- Financement jusqu'à 36 mois
- Prix spéciaux sans reprise
- Généreuse allocation sur échange
- Plan spécial sur location et vente en Europe

**UNE VOITURE CANADIENNE LA**

**RENAULT 10**

qui vous donne ECONOMIE: jusqu'à 45 milles au gallon. ROBUSTESSE: freins à disque - 6 bains anti-rouille. Les versements de \$25. s'appliquent uniquement aux étudiants finissants.

UN SERVICE DE L'AGEUM.

**RENAULT CANADA Ltee**  
8555 CHEMIN DEVONSHIRE  
735-1331

Non délégués commerciaux: MM. MIQUEL, PINTO, SUPINO. Seront à votre disposition: Mardi de midi à 2 h. 10 p.m. à l'AGEUM, chambre 306.

**2è série de cours de danses modernes avec Jean Durand**

5e étage du Centre Social  
tous les mercredis soir  
de 8h:15 à 11h. p.m.

Début: mercredi le 10 février, 7 cours.  
Renseignements et inscription:  
Kiosque des Activités  
4e étage, du Centre Social

**Secrétariat AGEUM**  
Tel: 739-4777

OU  
**Jean Labrosse**  
Tel: 738-4576

N.B. Il n'est pas nécessaire d'avoir suivi la première série de cours.

# ACTION SOCIALE ÉTUDIANTE

## STATISTIQUES SUR LES CANDIDATURES '67

En date du 31 décembre, les candidatures reçues pour les projets de l'été 67 étaient réparties comme suit:

- 50.2% sont de niveau universitaire;
- 37.2% sont de niveau collégial;
- 10% sont des Ecoles Normales;
- 0.9% sont des Ecoles Techniques.
- 27.5% sont du sexe féminin.
- Ont choisi:
  - 16.8%: les loisirs
  - 15.2%: recherche et enquêtes
  - 13.6%: l'économie familiale
  - 10.7%: l'organisation communautaire
  - 10.7%: l'éducation syndicale
  - 9.7%: l'éducation permanente (populaire)
  - 5.8%: l'assistance judiciaire
  - 5.5%: le réaménagement urbain ou social
  - 5.5%: la culture
  - 4.5%: le mouvement coopératif
  - 2.0%: autre

## PROJETS EN PRÉPARATION

- D'autres projets sont en préparation par les organismes suivants:
- Chantiers de Lévis
  - EXPO '67
  - Union Régionale des Caisses Populaires de Sherbrooke
  - Fédération Nationale des Services.
- **INVENTAIRE DES PROJETS EN MARCHÉ OU A L'ÉLABORATION**
- Région de Sherbrooke  
Drummondville — Econo-

mie familiale; Education coopérative.

Nicolet — Moniteurs itinérants.

### Région de Hull

Hull — Education alimentaire; Assistance aux délinquants; Centre d'accueil pour vieillards; Economie familiale; Développement communautaire.

Abitibi — Aménagement communautaire.

### Région de Montréal

St-Henri — Information médicale; Education coopérative; Animation sociale.

Est de Montréal — Economie familiale; Education coopérative; Eveil du leadership; Centre communautaire; Education sociale et animation.

Montréal Métropolitain — Sécurité sociale — vieillards; Colonie de vacances; Syndicalisme — employés de restaurants; Journal de l'A.S.E.; Animation syndicale.

Grand-Nord — Organisation communautaire chez les Indiens.

### Région de Québec

Québec Métropolitain — Education des adultes; Education coopérative; Réaménagement; Publicité commerciale et consommateurs; Education et Animation syndicale; Education des consommateurs et des gouvernants; Education syndicale en milieu étudiant; Economie familiale dans les ministères; Economie familiale (Québec); Economie familiale (Commissions scolaires); Economie familiale (Patro); Réaménagement urbain (Aire St-Roch); Education médicale.

Bas St-Laurent et Gaspésie — Education coopérative; Education budgétaire en Gaspésie; Situation agricole en Gaspésie; Rentabilité des loi-

sirs à la Pocatière.

Saguenay et Lac St-Jean — Education coopérative à Arvida; Economie familiale à Chicoutimi; Assistés sociaux.

Mauricie — Education sociale (Trois-Rivières); Economie familiale (Trois-Rivières); Animation sociale (Trois-Rivières); Efficacité de l'ACEF (Shawinigan); Conditions des assistés sociaux (Shawinigan).

### Autre pays

France — Animation et administration dans des Maisons Des Jeunes et de la Culture.

## CHOIX DES PROJETS

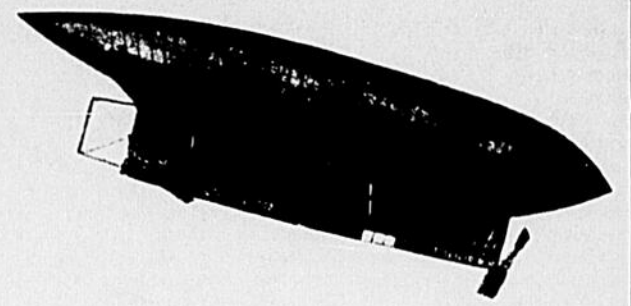
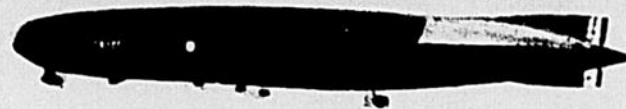
Un premier choix des projets sera fait lors de l'atelier de travail prévu pour la fin de janvier. Devant des comités formés de spécialistes et d'étudiants, les participants et les organismes-proposateurs viendront exposer leur projet. Le jury fera par la suite ses recommandations au Comité de liaison.

### DE PLUS

Onze projets ont été soumis par le Service d'Education des Caisses Populaires, aux endroits suivants:

1. Montréal — Quartier Hochelaga et Maisonneuve.
2. Tétreaultville — (Montréal).
3. St-Henri — (Montréal)
4. Point-aux-Trembles — (Montréal)
5. Montréal — Quartier Maisonneuve.
6. Ville de Granby et St-Luc
7. St-Hyacinthe — L'Assomption
8. St-Hyacinthe — Christ-Roi
9. Sherbrooke.
10. Région de Bedford
11. Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine.

## SÉRIEUX COMME UN PAPP



## SUS AUX DIRIGEABLES



**BIENTOT VOUS FEREZ LE TOUR DU MONDE AVEC UN DIRIGEABLE ATOMIQUE RUSSE...**

EUGENE LOGUNOV, directeur de l'Académie, a chargé l'ingénieur Faouzi Abbery de mettre au point un prototype de dirigeable géant à moteur atomique qui fera deux fois le tour de la terre.

### SUS AUX DIRIGEABLES

"Ceux qui s'élèvent seront abaissés" (Jésus-Christ)

Trop de gens veulent voir en Gudule un joyeux potache irresponsable, un anarchiste souriant et un égocentrique inconscient de ses responsabilités syndicales. Aussi, devant la rapidité avec laquelle les zeppelins et autres engins diaboliques envahissent le ciel, Gudule sent-il le besoin de protester énergiquement, s'insurgeant contre ces étranges machines qui violent impunément la loi de la gravité instituée par Dieu dans un monde qui aurait du lui rester soumis. Ce n'est pas que Gudule sente le besoin de s'opposer à tout ce qui vole. Une telle attitude relèverait d'un complexe d'infériorité facilement décelable pour un oeil averti (un oeil averti en veut deux: éborgnez vos copains mais prévenez-les de leur situation subéquente). Non, Gudule n'a rien à reprocher aux plus lourds que l'air: oiseaux, avions et parachutistes sont à l'abri de sa rancœur et l'on ne verra jamais notre manifestant-type faire du piquetage à Air Canada ou au pied

d'un arbre. Mais quand il s'agit de zeppelins, de ballons, de kontgolfières et de dirigeables, Gudule ne marche plus. La simple vue de ces appareils diaboliques le précipite dans une rage (une sainte rage). Son visage, d'habitude serein, se parseme de rougeurs et même de boutons lorsque c'est un zeppelin qui flotte calmement à quelques centaines de pieds au-dessus de sa tuque. En ces moments-là, Gudule est capable du pire; on le voit arpenter le Mont-Royal, son sling-shot à la main. Heureusement, Gudule est un non-violent qui sait? Peut-être sera-t-il le seul étudiant hors de prison lorsque viendra le temps du carnaval... De toute façon, Gudule s'en tient à la protestation exprimée sous forme d'une pancarte qu'il affiche ostensiblement. Les étudiants se joindront-ils à lui dans cette sainte guerre? Tous les yeux sont tournés vers le ciel.

**AUCUN TERRAIN GLISSANT**



Il y a pour vous une façon sûre de vous frayer un chemin en toute confiance, partout, quel que soit le jour du mois. Ce sont les tampons Tampax, la méthode plus facile.

Portés intérieurement, ils vous libèrent de toutes les entraves des épingles, bandes et ceintures. Ils vous libèrent de l'ennui et du malaise causés par l'odeur et l'irritation. Ils vous permettent de porter vos jupes de patinage les plus courtes, aux couleurs les plus pâles. Et vous pouvez jeter le tout discrètement, complètement, même l'appliqueur.

3 degrés d'absorption au choix: Régulier, Super et Junior. Tampons Tampax: la méthode moderne, la méthode sensée et sûre, qui vous laisse pleine liberté, toujours.



## LE PRÉSIDENT DE L'UGEQ A MCGILL

(M.D.) — Le président de l'UGEQ, M. Robert Nelson, a rencontré, mardi le 17 janvier, les membres du Conseil étudiant de l'Université McGill pour discuter de l'éventuelle affiliation des étudiants canadiens-anglais à l'Union Générale des Etudiants du Québec.

M. Nelson a su contourner les écueils dont ses interlocuteurs ont émaillé la période de questions. Il a rassuré ses auditeurs en leur affirmant que les étudiants québécois-anglais pourraient choisir de se re-

tirer des programmes particuliers qui leur seraient vraiment rébarbatifs à condition que ce retrait n'invalide pas l'action de l'U.G.E.Q. Quand on lui rappela le tollé (nous pourrions écrire: le haro!) qui avait suivi l'annonce de la subvention provinciale à McGill le président de l'U.G.E.Q. expliqua avec bonhomie que l'université McGill n'était pas la seule à réclamer des subventions plus élevées. Parlant de CUSEQ, il leur servit même le classique "What have they got that we haven't got?"

Cependant, M. Nelson n'a pas fléchi en ce qui concernait les exigences de l'Union à l'égard de ses éventuels adhérents québécois-anglais. Résumant d'abord le "problème" des étudiants de langue anglaise, il leur expliqua qu'ils ne pourraient s'intégrer à la centrale étudiante québécoise tant qu'ils persisteraient à se considérer comme canadiens-anglais majoritaires et non comme québécois-anglais minoritaires. Puis il rejeta tout simplement l'hypothèse du bilinguisme à l'intérieur de l'UGEQ. Enfin, il prévint les étudiants de McGill que les aspects de l'UGEQ qui ne leur plaisaient pas ne seraient pas modifiés pour autant.

Enfin, il rappela au Conseil étudiant de McGill que l'UGEQ avait pour but de grouper tous ceux qui étaient intéressés à participer au développement du Québec.

## Congrès et colloques du PSQ

Le Parti Socialiste du Québec organise un congrès spécial sur les structures du parti ainsi que quatre colloques traitant des "Structures d'un pouvoir populaire."

**Vendredi 27 janvier: à 7.30 p.m.:** Colloque sur "Le mouvement syndical". Les orateurs invités sont MM. Fernand Daoust, vice-président de la FTQ, Jean-Pamphile Piché, du Conseil Central de la CSN, Michel Pichette, de l'UGEQ, et un représentant de l'UCC.

**Samedi 28 janvier: à 9.00 a.m.:** Colloque sur le mouvement coopératif. Les orateurs invités sont: Mme Jean Meynaud, de la Fédération des consommatrices de Montréal, et MM. Adrien Rioux, de l'Association des coopératives de consommation de Montréal, et Michel Chartrand, vice-président du PSQ.

**Samedi 28 janvier à 2.00 p.m.:** Congrès spécial du PSQ. Seuls les membres en règle peuvent assister à ce congrès.

**Dimanche 29 janvier à 2.00 p.m.:** Colloque sur les structures régionales. Les orateurs seront MM. Jean-Claude Label, du BAEP, Robert Robert, urbanisme, et Gérald Fortin, sociologue et professeur à l'Université Laval.

**Dimanche 29 janvier à 7.30:** Colloque sur les structures de la nation. Les orateurs invités sont MM. Jacques-Yvan Morin, président des États généraux, Pierre Maheu, de la revue Parti-Pris, et Henri Gagnon du Conseil du Travail de Montréal et v.p. du PSQ.

Tous peuvent s'inscrire pour assister à la série de colloques (pour les non-membres) et également au congrès (pour les membres en règle). L'inscription est de trois dollars et toutes les activités se dérouleront au local du PSQ, soit au 1406, rue Beaudry, coin Ste-Catherine. Pour de plus amples informations, téléphonez à 524-3593.

Robert TREMBLAY

## COMMUNIQUÉ

## PAIX AU VIETNAM

Dans un communiqué à la presse en fin de semaine dernière, le Comité pour la Paix et l'Auto-détermination au Vietnam annonce le lancement d'une campagne publique de signatures pour réclamer la cessation immédiate des bombardements américains au Nord-Vietnam "condition sine qua non" aux négociations de Paix.

La déclaration dont le Comité pour la Paix et l'Auto-détermination au Vietnam veut faire l'objet de la campagne, est adressée au Secrétaire Général de l'ONU, M. U. Thant et M. L.B. Johnson, président des Etats-Unis.

"Nous exigeons la cessation immédiate et inconditionnelle des bombardements du Nord-Vietnam par les forces américaines. Le secrétaire général a déclaré que la cessation de ces bombardements est la condition essentielle pour entamer des pourparlers de paix".

"La paix au Vietnam et dans le monde entier l'exige immédiatement".

Tel est le texte intégral de la déclaration publique que le Comité pour la Paix et l'Auto-détermination au Vietnam veut faire circuler et signer dans la Province de Québec.

Pour Informations: René Beaudin: 524-3593.

## ISRAËL

### À VOTRE PORTÉE

Vois spéciaux pour Etudiants à partir de:

Copenhague	Bruxelles	Vienne
Paris	Bâle	Rome
Amsterdam	Istanbul	Milan
Athènes	Londres	Dublin

Si vous partez pour l'Europe cette année, et si vous êtes vraiment tenté pour voir un pays fascinant... laissez-nous vous faire découvrir Israël. Vous visiterez des sites nouveaux et anciens, vous lierez des amitiés dans les "Kibboutz"... vous verrez Jérusalem, la Galilée, la mer Rouge et le Neguev. Tout cela, et bien plus encore, avec un budget d'étudiant. Pour une documentation complète sur les voyages d'étudiants adressez-vous à:

L'OFFICE NATIONAL ISRAËLIEN DE TOURISME,

1117, QUEST. RUE STE.CATHERINE.

MONTREAL, QUEBEC.

Coca-Cola et Coke sont des marques déposées qui identifient le produit de Coca-Cola Ltée seulement.



à deux ou à trois



Que vous sortiez à deux ou à trois, avec Coke y a d'la joie! Coca-Cola a un goût dont on a toujours le goût... c'est rafraichissant. Oui, y a d'la joie avec Coke! ... Coke après Coke.



## La voiture dans le vent



Pour \$25.00 par mois

Avec versement initial de \$100.00

PAR L'ENTREPRISE DE L'A.G.E.U.M. vous pouvez obtenir une VOLKSWAGEN AU PRIX DE \$1,825 (MODELE REGULIER) ET DE \$2,030 (MODELE DELUXE)

Toute équipée, chauffeuse à gaz incluse

L'A.G.E.U.M. versera à tout acheteur un bonus de 4% du montant d'achat.

Pour bénéficier de ces avantages vous devez vous adresser à l'A.G.E.U.M., Ch. 306

N.B. Le représentant de POPULAR VOLKSWAGEN sera au secrétariat, ch. 306, tous les lundis, de midi à 2 h.p.m. — Entre temps, téléphonez à 274-5471.

UN SERVICE DE L'A.G.E.U.M. EN COLLABORATION AVEC POPULAR VOLKSWAGEN

**POPULAR VOLKSWAGEN**

# À ST-JÉRÔME: LE POUVOIR OUVRIER

par: François Béland  
et Pierre Renaud

Au début de janvier 67, paraissait à St-Jérôme, le premier numéro d'un journal intitulé **Pouvoir Ouvrier**. Une dizaine de travailleurs s'étaient unis et publiaient leur propre journal. Ils revendiquent, au nom de la classe ouvrière, un **pouvoir ouvrier** au Québec.

## HISTORIQUE

Au cours de l'année 63, les travailleurs de St-Jérôme faisaient deux grèves importantes. Peu de temps après, le Mouvement des Travailleurs Chrétiens, sous la direction de l'abbé Grandmaison, commençait un travail d'animation au sein de la classe ouvrière. Le 8 novembre 1965, le M.T.C. publie les résultats d'une enquête sur le sort des travailleurs de St-Jérôme. L'opinion publique apprend que sur un total de 34,118 travailleurs, 10,233 ne gagnent pas \$60.00 par semaine, c'est-à-dire près de 30% de la main-d'œuvre. Environ 25% d'entre eux doivent travailler plus de 55 heures par semaine et 70% n'ont même pas de sécurité d'emploi.

Aujourd'hui, la situation est aussi lamentable. St-Jérôme, en plus d'être la ville qui paie les plus bas salaires au Canada (Statistique fédérale), à un taux de chômage de plus de 25%, et on prévoit qu'il atteindra 25% au printemps. C'est-à-dire qu'un travailleur sur cinq est chômeur. Depuis la fin d'octobre 66, le nombre d'employés d'Uniroyal (Dominion Rubber) est passé de 1370 à 380. Plus de 250 employés de la Regent Knitting ont été renvoyés. La compagnie Laurentienne Veener déménage en Ontario; ce qui, au dire des ouvriers que nous avons rencontrés, n'est pas un mal, car c'était "un petit Ayers", on y gagnait 0.80c l'heure.

Les trois grands de l'industrie jéromienne, la Cie de papier Rolland, la Regent Knitting et Uniroyal exercent un monopole complet sur la main-d'œuvre. "On ne travaille pas où on veut, on travaille où ils veulent bien nous faire travailler" disent les ouvriers.

## Un journal ouvrier

Prenant lentement conscience de leur situation d'économiquement faibles et d'exploités, une dizaine de "leaders" ouvriers se sont unis et publient, depuis le début de janvier, leur propre journal. Ils veulent ainsi toucher aux vrais problèmes; faire ce que les journaux ordi-



M. Murray, député-maire de St-Jérôme. "Si vous n'êtes pas content de votre sort, vous autres les ouvriers, vous n'avez qu'à aller travailler ailleurs."

naires n'osent pas faire. Leurs buts sont précis: "il faut développer une conscience de classe chez les travailleurs de St-Jérôme, il faut dénoncer les nantis, les gens bien en place, qui nous exploitent; la lutte sera farouche."

Les gars se disent ouvertement socialistes. Edouard Sarrazin, du Local 642 de la F.T.Q., nous dit: "Quand un régime est périmé, on le jette par-dessus bord et on en prend un autre." Et pour lui, chômeur, père de trois enfants, le régime est périmé. "C'est pourquoi nous revendiquons un **pouvoir ouvrier**."

Le premier numéro du journal dénonce violemment le maire de la ville, Monsieur Murray. Cet homme, en cinq ans, est passé du parti Libéral au Crédit Social puis enfin à l'Union Nationale. On l'accuse d'être un opportuniste de premier ordre, à la recherche d'une gloire personnelle. D'ailleurs, peu de temps avant les dernières élections, le maire-député disait aux représentants de la F.T.Q.: "Si vous n'êtes pas contents de votre sort, vous autres, les ouvriers, vous n'avez qu'à aller travailler ailleurs." Malgré cette arrogance, il était réélu, quelques semaines plus tard. Ce qui au dire des ouvriers du journal montre bien jusqu'à quel point la population est facilement mystifiée.

## Le Québec aux québécois

De plus, les journalistes-ouvriers s'en prennent globalement à l'élite professionnelle: chambre de commerce, conseil municipal et certaines industries, qui sont, selon eux, responsables du marasme économique. Ces gens qui n'ont pas su, avec leur "bonne instruction et leur bonne éducation" assumer leurs responsabilités, qui en ont, au contraire, profitées pour "accumuler des biens aux dépens du monde des travailleurs".

Leur méfiance est aussi grande face aux réformes que le système actuel leur propose. Le projet du Comité consultatif de la Commission industrielle de St-Jérôme, leur apparaît comme un "cataplasme". Faire de la ville une "zone désignée", afin d'y attirer de nouvelles industries, c'est faire payer par les travailleurs, par les contribuables, une partie du capital qu'un patron investira. "Ca devient absurde! Nous paierons pour nous faire exploiter." "Tant et aussi longtemps que,

nous, ouvriers, ne prendrons pas les pouvoirs en main, ne contrôlerons pas notre économie, pour une société plus juste et plus humaine, nous ne serons que des exploités aux mains du capitalisme bourgeois."

Pour ces gars, le temps des réformes, des cataplasmes est terminé. Pas de demi-mesure; c'est **pouvoir ouvrier**.

La situation économique de la ville de St-Jérôme est un exemple typique d'une région défavorisée économiquement. Cette situation se retrouve dans toutes les parties du Québec, avec plus ou moins d'acuité. Selon les travailleurs de **Pouvoir Ouvrier**, tous les espoirs sont permis, car leur prise de conscience, lente sans doute, mais efficace, peut suivre le même processus, et ce, à l'échelle de toute la province.

"DEMAIN, **"POUVOIR OUVRIER"** SERA LE MOT D'ORDRE DE TOUS LES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC."

## SOLIDARITÉ ÉTUDIANTS-OUVRIERS

### Historique

En décembre 66, plus de la moitié des employés de Graceline Shoes signaient leur carte d'adhésion syndicale. Quelques jours plus tard, le patron donnait une augmentation générale à tous ses employés, et renvoyait les principaux partisans du syndicat.

Le 3 janvier 67, par mesure de solidarité envers leurs confrères, plus de 100 employés débrayaient. Actuellement l'usine fonctionne toujours, car certains employés n'ont pas cessé le travail et le patron a engagé des scabs. De plus,

une injonction intérimaire empêche le piquetage.

### Manifestation

Devant cet état de fait l'U.G.E.Q., appuyée par l'A.G.E.U.M., organise une manifestation pour appuyer les travailleurs de Graceline Shoe dans leur revendication pour la RECONNAISSANCE SYNDICALE.

Le départ aura lieu au **métro Frontenac, à 4 h. 30 p.m., vendredi le 27 janvier. Des autobus conduiront les étudiants sur les lieux de la manifestation. Comme par le passé, les étudiants doivent se montrer solidaires de leurs camarades ouvriers.**

## LA REINE MORTE

St-Jérôme, situation catastrophique: 30% des pères de famille gagnent moins de \$60.00 par semaine; 25% d'entre eux travaillent plus de cinquante-cinq heures par semaine; 70% n'ont pas de sécurité d'emploi; près de 20% de la main-d'œuvre est actuellement en chômage.

### ● DECADENCE INDUSTRIELLE

L'armature industrielle de la Reine du Nord repose sur trois grandes usines: La Cie de Papier Rolland, dont l'un des propriétaires M. Rolland siège sur le conseil des gouverneurs de l'U. de M.; l'Uniroyal et la Regent Knitting. Une cinquantaine de petites industries communément appelées "Peanut Shop" exploitent le reste de la main-d'œuvre disponible.

Nous constatons que cette structure n'a pas changé depuis le début du siècle. Pourquoi? Les raisons usuelles que l'on a données à la population tout au cours de l'histoire industrielle de la ville sont, dans un premier temps: le manque d'électricité; ce problème réglé l'on a invoqué la pénurie d'eau comme raison principale de l'absence de la venue de nouvelles industries. Maintenant, on impute la situation à la faible scolarisation des travailleurs, et au manque de main-d'œuvre spécialisée.

Les véritables raisons de cette stagnation sont premièrement le monopole exercé par les trois grands de l'industrie jéromienne, tel que révéla dernièrement par l'ex-député du comté de Terrebonne, M. Denis Hardy. Deuxièmement, la conception traditionnelle du pouvoir municipal à continuer à maintenir ce statut - quo économique. Qu'entendons-nous par pouvoir traditionnel? En pratique, le maire est le choix de la Ligue des propriétaires, plus ou moins directement; et le reste du Conseil est formé de travailleurs qui ne représentent en aucun cas et sous aucune considération, leur classe. D'autre part la bourgeoisie des professions libérales et le clergé possèdent assez d'influence pour éviter d'utiliser le conseil municipal comme instrument de sa domination et de son "accoquinement" avec les intérêts du grand capital.

### ● LES CAISSES SOCIALES

Il y a une écologie des classes sociales qui traduit bien la réalité du phénomène de classes à St-Jérôme. La bourgeoisie libérale et les cadres des grandes entreprises résident dans le "Domaine". La classe moyenne, dont les courtiers d'assurance, les gérants de banque, les marchands, se retrouve dans la paroisse St-Pierre. Les petits collets blancs habitent surtout aux frontières des paroisses St-Pierre, Ste-Paule et St-Lucien. Enfin les ouvriers logent à Ste-Marcelle, Ste-Paule et St-Lucien.

Entre la bourgeoisie libérale et les cadres des grandes entreprises, il existe un antagonisme qui se traduit par une opposition dans les valeurs culturelles. Cet antagonisme a pour origine le genre d'emploi et la symbolique attachée aux professions libérales dans le Québec traditionnel. Par contre, leurs intérêts de classe, qui sont les mêmes, les font unir devant un ennemi commun

et organisé (les ouvriers).

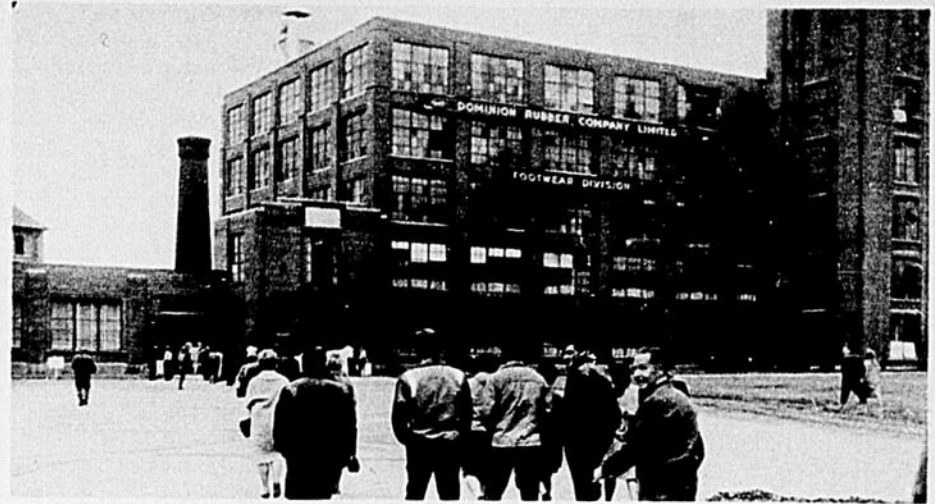
Pour les collets blancs, les informations nous manquent pour que nous puissions en parler avec la probité journalistique requise.

Chez les travailleurs on peut distinguer trois catégories: ceux qui sont non syndiqués et qui se retrouvent dans ce qu'on appelle les "peanut shop"; les syndiqués d'Uniroyal et de la Regent et enfin les employés de la papeterie Rolland qui sont ce qu'on pourrait appeler les aristocrates des ouvriers jéromiens. Un travailleur nous disait, qu'à la Rolland, les ouvriers sont les mieux payés de St-Jérôme et qu'il y est très difficile de s'y faire engager. C'est pourquoi, lorsqu'un type réussit "à sauter la barrière, il est assez essoufflé, qu'il s'écroule, qu'il ne fait plus rien; son avenir est fait."

### ● ST-JÉRÔME: PROTOTYPE?

Peut-on conclure, qu'en général, la situation jéromienne peut se retrouver dans d'autres régions du Québec? Est-ce le problème de la structure industrielle du Québec?

A St-Jérôme, il est manifeste que les industries sont venues s'installer à cause du "cheap labour". Aujourd'hui, le syndicalisme, n'exigeant que des conditions de travail plus humaines et des salaires permettant à un homme de subsister, rompt l'équilibre, devenu précaire, de ces industries. Cette structure du secteur secondaire du début du XXe siècle, a subi peu de changements, dans ses méthodes de di-



On n'entre plus maintenant, on sort!...

rection. La rationalité de la production et de l'administration est primaire. Nous en sommes encore, en maints endroits, au travail à la chaîne ou à la pièce, ce qui est dépassé pour ce secteur de l'industrie. Par exemple, les méthodes Tayloriennes d'organisation de la production et d'évaluation chronologique des tâches sont toujours utilisées à la Regent Knitting et à Uniroyal. Toutefois, la Cie de papier Rolland applique, plus ou moins consciemment, des méthodes des plus modernes.

Il va s'en dire que le changement est plus que nécessaire. Il peut se faire de deux façons: par l'administration de l'entreprise ou par les travailleurs. S'il est fait par l'entreprise, il est alors d'ordre technologique et administratif. Par contre, s'il est fait par les travailleurs, il peut modifier considérablement la gestion de l'entreprise, car ces derniers ne revendiquent plus seulement des

conditions humaines de travail, mais ils revendiquent **LE POUVOIR OUVRIER**.

### ● LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Devant le marasme économique de la région les gens ont formé le Conseil Economique Régional, lequel est provisoire actuellement, qui vise à réunir tous les corps responsables, de la région. Dans une rencontre avec le président, Gérard Cyr, nous avons appris que toute la population exigeait des mesures immédiates. Cependant, le président, croit que les moyens pour relever la région sont le coopératisme, surtout dans le domaine agricole, ou une agglomération d'intérêts dans des secteurs économiques semblables. Il est très sceptique quant à la possibilité qu'une grande entreprise, comme Ford, s'établisse à St-Canut! A court terme le C.E.R. entend faire des pressions sur les gouvernements pour régler le problème du chômage. A moyen et à long terme, la première mesure est la désignation de St-Jérôme comme **zone déprimée**; cette mesure permet à l'entreprise qui s'établit dans la dite région d'obtenir en subventions du gouvernement, jusqu'à 33% du capital investi. Cette solution est-elle bonne? Référons-nous à la déclaration du président de "Dupont of Canada", lors du congrès de l'I.C.A.P.: "Aucune subvention gouvernementale n'amènera des industries dans une région, si elle ne possède pas les conditions fondamentales pour qu'une entreprise soit viable, i.e. être près des grands centres et avoir une main-d'œuvre spécialisée, bien que cette main-d'œuvre puisse s'importer." De plus les travailleurs émettent eux-mêmes des réserves quant à la valeur de cette mesure. Ces derniers craignent que ce 33% n'amène que des "peanut shop". Pour eux, ce n'est qu'un cataplasme.

## L'ARGENT

transforme le rêve en réalité

Si vous êtes un de ces rêveurs qui désirent ce qu'il y a de mieux sans faire le moindre effort pour l'obtenir, ceci ne s'adresse pas à vous. Mais si vous êtes énergique et déterminé à parvenir à vos fins, si vous avez assez de confiance en vous-même pour être convaincu que vous pouvez obtenir tout ce pour quoi vous êtes disposé à travailler, nous avons une proposition à vous faire. Pour un homme de votre trempe, un moyen rapide de gagner beaucoup est la vente de l'assurance-vie. Nous avons bien dit assurance-vie. Et ce dont nous parlons ici c'est de la mise en marché des régimes de pension, de l'assurance commerciale et collective, de l'expertise des problèmes personnels d'impôt et de succession. C'est un marché d'énvergure qui rapporte beaucoup! Mais il faut avoir de l'initiative et s'y préparer. Croyez-vous être à la hauteur? Alors nous sommes intéressés à vous. Écrivez à M. E. A. Palk, Vice-président et Directeur des agences, au Siège social, Winnipeg. Dites-lui où vous voulez travailler après avoir obtenu votre diplôme.

**Great-West Life**  
ASSURANCE COMPANY HEAD OFFICE, WINNIPEG

